

Après un an d'errance, les gens du voyage de retour chez eux

Aires d'accueil

Après 14 mois de fermeture et quelques travaux, les 48 places de Saint-Menet ont rouvert avant-hier.

Reportage sur place où les familles et le centre social retrouvent leurs lieux alors que le département est toujours à la traîne quant à l'application de la loi.

MARSEILLE

« On se sent chez nous, ici, j'y suis arrivé quand j'avais 6 mois, j'ai grandi ici, je suis allé à l'école à la Valentine et à la Millière, ça fait plaisir de revenir ». Steevy, 17 ans, ne boudait pas son plaisir, hier matin. Dès le premier jour, lundi, lui et sa famille ont repris leurs quartiers à l'aire d'accueil de gens du voyage de Saint-Menet (11e). Pour beaucoup de familles, elle est le point d'ancrage d'une vie nomade. Une grand-mère se rappelle encore « du temps où j'amenaï ma fille à l'école qui était juste-là ». Et de désigner des restes d'anciens préfabriqués. Ouverte en 1976, cette structure est la seule du genre à Marseille, outre celle de Mazargues (8e), qui reçoit un public sédentarisé. Et qui vient donc de rouvrir après 14 mois de travaux. Les 24 emplacements sont déjà presque tous complets.

Une année « hors des clous »

« La fermeture devait durer un mois, ça a pris plus d'un an », rappelle Frédéric Gaillot, responsable du secteur jeunesse au centre de culture ouvrière (CCO) de Saint-Menet. La structure, qui fait office de centre social, est située en plein cœur de l'aire. L'animateur ne retrouve que des visages familiers que le CCO n'a finalement jamais cessé de suivre. « Pendant un an, on a pratiqué en itinérance et continué à suivre les familles sur l'accompagnement social, administratif ou scolaire », livre-t-il. Faute d'aire d'accueil, les gens du voyage ont posé leurs caravanes « hors des clous, dans des lieux de vie forcément illégaux ». « Ça ouvre les yeux sur le sort



L'aire reçoit environ 150 personnes. Le centre social porte, entre autres, un projet éducatif pour repeindre les blocs sanitaires avec les adolescents. PHOTO.F.C.

qu'on réserve aux gens du voyage, quand le seul lieu de la ville ferme sans susciter de vagues particulières des pouvoirs publics », regrette Frédéric. Mais ce dernier se félicite que « la CAF et le Département ont continué à nous financer pour éviter le chômage technique ».

Bien que rénovée, l'aire ne respire pas le flambant neuf non plus. « Pendant des années l'aire a été mal gérée », résume prosaïquement Alain Fourest, qui a longtemps fréquenté le lieu avec Rencontres Tsiganes. La structure est ses environs étaient devenus une vraie décharge à ciel ouvert, à tel point que la Ville avait fait fermer et gardienner le chemin du Mouton, seul accès à l'aire qui, rappelons-le, est cernée par l'autoroute, la voie ferrée, une usine électrique, une usine classée Seveso et une zone inondable. Sans compter le futur terrain de motocross en plein travaux, projet chéri de la mairie de secteur *, en lieu et place du stade de la Pèpinière. « C'est se foutre du monde, cela illustre le rejet de la mairie », grince Alain Fourest. Rouvert, le chemin est tout même encore surveillé, la police municipale stationnant à

l'entrée.

Douches bouillantes et glacées

Nouveaux lavabos, électricité et stop caravane ont été refaits moyennant 100 000 euros financés par la Métropole. Des travaux gérés par le délégataire, Vago, dont le contrat s'achève dans un an. « Regardez ces branchements, c'est réglementaire ça? », s'indigne Pablo **, montrant des câbles pendouillant près de la douche. « L'eau est bouillante », poursuit-il. « Chez moi c'est gelé », contraste, en face, Mina. « Et on paye pour ça! ». 2 euros par jour et par emplacement ainsi que la consommation d'eau et d'électricité au même tarif que M. tout le monde. « Des gens en apart' payent moins cher avec les aides de la CAF alors qu'ici ils n'ont pas le droit à la CAF », souligne Frédéric Gaillot.

« Ce sont les problèmes courants de la vie d'une aire qui reprend », concède Gilles Tireau, nouveau responsable de l'aire pour Vago, qui esuie déjà des critiques. Comme sur le stop caravane de l'entrée trop étroit et sur lequel, devant nos yeux, un utilitaire vient empaler sa carrosserie. « On a eu le maçon, il va être mo-

difié », assure-t-il. Conscient « du passif de 30 ans » sur l'aire, « pas lié à une personne mais à un ensemble », Gilles Tireau constitue « une équipe nouvelle ». « Il n'y a qu'avec de la concertation que ça peut marcher », prévient-il.

Cela tombe bien, c'est aussi le credo de Fathia Benhamahoum, nouvelle directrice du CCO, qui partage ses locaux avec Vago. Afin d'éviter les conflits, « on essaye de travailler en bonne intelligence », stipule-t-elle. Pour la première fois, une cellule de concertation va se réunir tous les mois au CCO avec la Métropole, le Département, la mairie, la CAF et le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. « Si chacun reste dans son rôle, on n'avancerait pas, là, ça ouvre de belles perspectives », veut croire Fathia Benhamahoum qui s'inscrit « dans une démarche positive dans l'intérêt des familles ». Le CCO compte bien organiser une inauguration festive d'ici au mois de juin.

Florent de Corbier

* Qui n'a pas donné suite à nos sollicitations.

** Le prénom a été modifié.

Schéma départemental : seulement un tiers des engagements pris ont été tenus

● La loi du 5 juillet 2000, dite Besson II oblige les villes de plus de 5 000 habitants à prévoir des emplacements de séjour pour les nomades. « Les Bouches-du-Rhône est connu pour être un mauvais élève alors que, par exemple, l'Ille-et-Vilaine, a atteint ses objectifs fixés par le schéma », pointe un connaisseur. Ledit schéma, celui d'accueil des gens du voyage.

Dans le département, le schéma en cours, signé pour 6 ans, s'achève cette année. « Il

prévoyait 1 000 places réparties sur 34 aires, plus la création de 4 aires de grand passage », resitue Jean-Marc Sénateur, sous-préfet de l'arrondissement d'Istres qui a chapeauté le schéma. Et le bilan n'est guère reluisant. « On a réalisé 350 places et créé 2 aires à Aix et Istres », liste le sous-préfet.

« Il y a un travail considérable à faire », reconnaît Arlette Fructus, vice-présidente de la Métropole déléguée à l'habitat, qui a hérité de cette compétence. La révision du

schéma est en cours dont « l'objectif est de la faire approuver par le préfet et la présidente du Département en 2019 », précise Jean-Marc Sénateur. Il croit « en la volonté des élus qui savent évaluer les besoins ». À défaut de moyens coercitifs, comme pour la loi SRU, l'État mène « un travail d'incitation, on accompagne les maires sur les choix du terrain, on les inscrit aux PLU pour faire avancer les projets », défend le sous-préfet d'Istres. À l'échelle de la Métropole,

« 220 places sont en gestation avec l'objectif d'atteindre 948 contre 338 aujourd'hui », chiffre Arlette Fructus. Les Pennes-Mirabeau, La Ciotat, Saint-Mitre, Sénas, Berre et Gardanne sont cités comme autant de projets en cours. Entre « le choix de l'implantation et l'acquisition du foncier, la temporalité est lourde », admet l'élue, empreinte « de motivation ». « Les aires sont des questions sensibles qui méritent du dialogue », conclut-elle. Doux euphémisme. F.C.

AVIGNON

Samedi, place Pie, rassemblement contre la fête à Maurras

Les catholiques les plus durs ont pris leurs habitudes à Avignon comme ailleurs. Mais ici, depuis la manifestation contre une oeuvre d'art exposée à la collection Lambert (Piss Christ), vouée aux gémonies par les sectateurs de Civitas, organisation qui prêche un catholicisme traditionnel et politique, et le mariage pour tous, on sait que cette mouvance particulière de l'extrême droite est organisée. L'officialisation d'une antenne locale de l'Action Française en janvier dernier, alors même que cette organisation royaliste et nationaliste faisait parler d'elle à Marseille et Aix, et diverses manifestations et rencontres organisées par les franges les plus dures de l'extrême droite, on peut comprendre que ces derniers se sentent un peu chez eux. Les dernières déclarations de l'archevêque d'Avignon, regrettant que l'édition 2018 du Festival évoque le transgenre, ne peuvent que les encourager.

Réaction contre la réaction

Dernière initiative en date, la commémoration samedi 21 avril du 150ème anniversaire de Charles Maurras, théoricien de ce courant et fondateur de l'action française par des membres de Civitas, de la fraternité St Pie X (fondée par Mgr Lefebvre), ou encore d'Égalité et Réconciliation, du PNF... Pas question pour des organisations progressistes (*) regroupées au sein d'un collectif antifasciste de laisser faire sans réagir. Elles appellent à un rassemblement samedi à 14h sur la place Pie pour « une société solidaire, contre le fascisme et les idées d'extrême droite ». Beaucoup d'inquiétude notamment autour du festival, suites aux déclarations de l'archevêque qui ont déjà stimulé les militants d'Égalité et Réconciliation, qui promettent « un été chaud » à Avignon...

C.C

* PCF, JC84, UD CGT 84, Solidaires 84, Nouvelle Donne, UEC, NPA, PCOF, EELV, FSU, RESF, MRAP, Attac, Unef, FI, Ensemble, Gauche démocratique et Socialiste



L'extrême droite déplore que leur mentor soit sorti des commémorations officielles DR